

Via [ATD Quart monde](#)

S'appuyant sur la méthode du [Croisement des savoirs et des pratiques](#), le projet *École Famille Quartier*, développé notamment à Roubaix, vise à favoriser la coopération entre les acteurs éducatifs et les parents.

« Imaginez-vous dans une classe face à un enfant victime de propos homophobes et son agresseur. Pour que chacun ait une vraie place de partenaire, selon vous, qui doit faire quoi dans cette situation ? Vous avez 50 minutes, en groupes de pairs, puis vous mettez en commun. » Face à une vingtaine de personnes, Sylvie Lambert, responsable du pôle Accompagnement formation de la Fédération des centres sociaux du Nord-Pas-de-Calais, expose la situation aux trois groupes : cinq principaux de collèges, trois parents d'élève ayant plutôt un mauvais souvenir de l'école, et cinq directeurs de centres sociaux, tous venus de la ville de Roubaix.

En entendant parler de harcèlement scolaire, Peggy Eddir fronce les sourcils. Ce récit touche particulièrement cette mère de famille qui, dans une situation similaire, a été confrontée à « *une barrière mise entre le collège et les parents* ». Mais après la préparation en groupes de pairs, puis la confrontation des visions de chacun, son regard sur l'école change. « *C'est bien de pouvoir partager. Les principaux ont reconnu des défaillances dans le traitement du harcèlement scolaire en général. Ça fait du bien de l'entendre. C'est tellement rare. J'aimerais qu'ils soient plus à l'écoute des familles, parce qu'on ne les voit que s'il y a un problème avec notre enfant, de façon très solennelle* », souligne-t-elle. Elle découvre notamment que « *chaque établissement fonctionne différemment* », ce qui la rassure, même si elle reste méfiante. « *Je ne suis pas sûre que tous les établissements scolaires soient prêts à travailler sur leur fonctionnement. C'est dommage, parce que c'est aux dépens de nos enfants* », soupire-t-elle.

Améliorer la communication

« Le projet a commencé dans le quartier de [Fives](#), à Lille, en 2015, dans des écoles primaires. Puis, des inspecteurs d'académie ont trouvé qu'il ne fallait pas en rester là. Il y a désormais une convention entre la Fédération des centres sociaux, l'Éducation nationale et ATD Quart Monde, et l'expérimentation a essaimé dans plusieurs villes du Nord et du Pas-de-Calais », explique Marie Verkindt, [alliée du Mouvement](#). Avec la mise en place de sa cité éducative visant la coopération entre tous les acteurs éducatifs, la ville de Roubaix a souhaité développer cette démarche et l'élargir aux collèges. « *Les principaux de collège souhaitent améliorer la communication avec les familles. L'objectif des sept demi-journées proposées est de croiser les attentes et les représentations de chaque groupe de pairs et que les pratiques changent* », poursuit Marie Verkindt.

Au bout des 50 minutes, les solutions proposées pour gérer la situation de harcèlement scolaire montrent de nombreuses similitudes, mais aussi des points de désaccord ou d'incompréhension. Pour les parents, la sanction du harceleur est ainsi très attendue, alors que les principaux insistent sur le fait qu'il n'y a « *pas d'automatisation de la sanction, qui doit, au contraire, être individualisée* ». « *Le but est de rendre la sanction éducative. Il faut travailler avec les partenaires, car l'élève a aussi une vie dans le quartier* », soulignent-ils, même s'ils avouent qu'ils ont rarement le temps de faire cette démarche. Ils s'accordent en outre avec les parents sur la nécessité de les prévenir s'ils souhaitent, par exemple, informer le centre social du comportement de leur enfant. La

prise de rendez-vous avec les parents de la victime fait également débat. Pour les parents, « ce rendez-vous est vécu comme une convocation et non comme une invitation » et ils veulent pouvoir être informés de la possibilité de venir accompagnés d'une personne de confiance.

« On comprend mieux les différences »

[...]

La suite sur [ATD Quart monde](#)

Voir aussi [le journal d'ATD Quart monde "Ecole et familles, des liens à renforcer"](#)